

la parole à

**Alain Touraine :**  
**« Il n'y aura jamais**  
**de société**  
**autogestionnaire »**



**Tribune socialiste :** Alain Touraine, le changement est au cœur de votre réflexion de sociologue et de vos ouvrages. Le changement dans nos sociétés, c'est quoi ?

**Alain Touraine :** Je distingue pour ma part deux grands processus de changement, correspondant à deux types de sociétés fondamentalement différentes :

**Sociétés despotiques et sociétés civiles**

Et d'abord des sociétés d'ordre, des sociétés despotiques, qui sont des systèmes de blocage, c'est-à-dire des systèmes d'Etat (d'Etat ou de religion), ou des sociétés soumises à une domination extérieure (cas des pays colonisés). Dans ces sociétés, le changement vient de l'extérieur : il est lié à une révolution, qui est elle-même liée à un changement extérieur, guerre ou invasion. Dans ces sociétés, plus vous êtes volontariste, plus vous êtes théoricien et militaire.

Et puis, il y a les sociétés de classes, des formations où la « Société civile » — au sens où on l'employait au 19<sup>e</sup> siècle — est très autonome. Dans ce cas, les changements sociaux viennent de l'intérieur : du progrès des forces de production, des luttes sociales, des réformes institutionnelles... Ces changements ne

« La classe ouvrière est morte : vive les nouveaux mouvements sociaux ! L'Etat chez nous ne compte pas : vive la société civile ! Le socialisme est dépassé : vive l'autogestion ! Mais attention : l'autogestion est un mot sournois qui couvre bien des marchandises. Y compris la camelote poujadiste de ceux qui se défendent contre la chute. Y compris les chimères des théoriciens d'un impossible futur qui voient dans l'autogestion l'avenir de nos sociétés. Alors qu'elle n'est, au mieux, que l'idéologie de la résistance aux grands appareils technocratiques. »

C'est en gros ce que proclame Alain Touraine dans un long entretien accordé à TS dont nous ne reproduisons qu'un extrait très incomplet.

Le point de vue d'un sociologue proche du PS qui est aussi un provocateur.

peuvent que se faire dans le flou. Ils sont la capacité de faire des compromis, d'inventer des formes mixtes, d'assurer le passage pas à pas...

**TS :** Donc, nous sommes dans une société de classes...

**A.T. :** Incontestablement. La grande erreur des nouveaux philosophes est de nous penser sur le mode du Goulag. Nos sociétés occidentales, parce qu'elles sont dominantes au niveau mondial (ou tout au moins parce qu'elles l'ont été et le demeurent dans une certaine mesure) sont des sociétés où il y a le plus d'autonomie possible des rapports de classes par rapport au pouvoir d'Etat. Et rien à mon avis n'est plus faux que l'image althussérienne de la société — cette espèce de grand système où tout concourt à *maintenir, à reproduire*. C'est une image applicable à l'Union soviétique. A la France, non ! Nous ne sommes pas une société de reproduction, mais une société de production et donc une société de classes, de luttes... Et dans ce genre de situation, les changements se font au niveau de la pratique sociale.

**TS :** La « pratique sociale », c'est, pour vous, ce qui s'oppose à la théorie ?

**A.T. :** Exactement. Dans nos sociétés, ceux qui se placent du point de vue de la théorie, du point de vue de l'Idée et de l'absolu de l'Idée — les intellectuels

militaires, les intellectuels révolutionnaires... — sont dans l'erreur la plus totale.

On s'est, en France, payé le luxe tout à fait malsain de jouer à encenser ceux que j'appelle « les intellectuels d'en haut » : ceux qui parlent au nom de la Totalité, de la Révolution, de l'Histoire, des Lois, de la Science, de la Théorie de la théorie... Or, dans un pays comme la France où tout change — et pas seulement l'économie —, où se pose le problème formidable de passer de l'époque industrielle à l'époque post-industrielle, d'un certain type de rapports de classe à un autre type de rapports de classe, ceux qui essaient de maintenir l'unité, la continuité et l'absolu de la théorie et de l'Etat, ceux-là jouent un rôle totalement négatif... Dans la théorie, les Althussériens, dans la politique, les micro-archéo-bolcheviques, les micros partis gauchistes, ont été le type même de ces théoriciens fossoyeurs.

**TS : Accorder la priorité, comme vous le faites, à la pratique sur la théorie vous amène à privilégier les nouveaux mouvements sociaux et les formations politiques qui se réclament de l'autogestion ?**

**A.T.** : Oui, mais mettons d'abord un peu d'ordre entre les divers sens du mot autogestion lui-même.

### **L'autogestion, une idéologie contre les grands appareils**

Au sens le plus noble du mot, l'autogestion, c'est une idéologie. Une « idéologie » étant pour moi la représentation qu'un acteur social a de la situation dans laquelle il se trouve.

Par rapport au socialisme, l'autogestion dit une chose capitale : que le champ des grands conflits sociaux s'est déplacé. Dire socialisme, capitalisme, c'est traiter du problème de la propriété ; dire autogestion, c'est, très clairement, dire que le grand champ des conflits, c'est la gestion — celui des appareils et de l'organisation. C'est reconnaître — et rien n'est plus important pour la pensée sociale — qu'on est sorti d'un monde où le « social » n'était pensable qu'en termes économiques.

Car le truc sur lequel il faut tirer à vue, c'est l'économisme. Et pas seulement l'économisme vulgaire : l'économisme tout court, l'idée poulantzacienne qu'au-delà des rapports sociaux il y a des structures *qui donnent sens à* — l'idée que le monde *qui donne sens* n'est pas le monde des acteurs. Si ! La société ce sont des acteurs ; des acteurs, c'est tout (ce qui ne signifie pas, évidemment, des acteurs qui font ce qui leur plaît...)

L'autogestion donc, c'est le mot qui porte les aspirations anti-technocratiques de notre époque, la volonté de libération et de reconstruction de la société, l'expression de l'antagonisme des nouvelles classes dans de nouveaux champs.

L'autogestion, c'est un mythe au sens sorelien du mot : c'est-à-dire une idée-force qui conduit les gens, tout sauf une illusion, même si cela ne peut se traduire dans une réalité.

Car il n'y a pas, il n'y aura jamais de société autogestionnaire. Pas plus qu'il n'y a de société libre (ce

qui, évidemment ne veut pas dire qu'il ne faille pas se battre pour l'autogestion, comme on s'est battu pour la liberté...) Mais l'autogestion n'est pas l'avenir de la société. Pas plus que le socialisme — qui est la contradiction apportée au pouvoir capitaliste dans la société industrielle — n'est l'avenir du capitalisme. L'autogestion, c'est l'idéologie populaire du présent.

### **Démocratie du quotidien et refus de la manipulation**

A côté de ce sens noble de l'autogestion, coexistent des sens intermédiaires fort respectables, dont deux me paraissent importants :

— Au sens institutionnel, l'autogestion, c'est la volonté de créer des mécanismes de décision démocratique dans des tas de secteurs — à l'hôpital, à l'école, dans la vie urbaine... Dans nos pays qui ne sont pas des sociétés despotiques, cette volonté n'est pas du tout négligeable.

— Au sens vécu enfin — un sens qui se situe au niveau des motivations —, l'autogestion cerne une aspiration libertaire : c'est le côté « anti-cogestion » des gars qui pensent qu'il y aura toujours une opposition à avoir. Attitude de refus du pouvoir et, en dernière instance, de la manipulation.

Il est enfin un dernier sens, mauvais celui-là, de l'autogestion : le sens « populiste » qui consiste à croire que « le même peut devenir l'autre » et qu'il n'est donc pas utile de faire la rupture. Les intellectuels russes des années 1860-1870 pensaient ainsi qu'ils pourraient créer de nouvelles formes de vie collective en s'appuyant sur les formes communautaires de l'agriculture traditionnelle, qu'ils pourraient ainsi, eux, Russes, éviter la prolétarianisation. Idée grandiose. Mais idée fautive. Et dangereuse. Imaginez une société purement populiste, où le même puisse devenir l'autre, où vous puissiez changer sans cesser d'être vous-mêmes : vous n'aboutissez à rien. Vous n'êtes alors que l'expression des catégories qui se défendent contre la chute. Et de ce point de vue, il n'y a plus de différence de nature entre vous et les poujadistes.

### **La grande affaire, ce n'est plus les ouvriers**

**TS : N'y a-t-il pas, dans ces attitudes défensives que vous évoquez, une recherche de l'identité qui est, par certains aspects, plutôt progressiste (se défendre contre la domination...)?**

**A.T.** Justement. Dans une société en changement, la grande tentation, c'est le repli sur l'identité, qui en fait détruit la capacité d'action sociale et qui est l'expression même de la manipulation. Attitudes défensives de catégories marginalisées dans les rapports historiques. Ce n'est pas nouveau : au 19<sup>e</sup> siècle, les Carbonari crachaient sur les ouvriers en faisant valoir que leur société était à 90% constituée de paysans ; et certes, ces 90 96 de paysans existaient ; mais ils n'étaient pas significatifs politiquement. De la même

manière d'ailleurs, certains prétendent encore aujourd'hui que la grande affaire, ce sont les ouvriers, ou que l'essentiel, c'est de nationaliser les filiales de Péciney. Non ! La grande affaire, aujourd'hui, c'est d'assurer à la fois des garanties démocratiques, des possibilités et des forces d'opposition, et de créer des mythes de destruction de la domination technocratique. Tout ce qui, pour moi, ralentit ou gêne ce transfert historique, fût-ce au nom des choses les plus sympathiques, est excrécable.

**TS : Le thème de l'autogestion, qui est pour vous le thème du mouvement social par excellence, c'est donc pour vous le thème révolutionnaire ?**

**A.T.** : Non. Si vous donnez au mot « révolution » son sens léniniste — conjonction d'un mouvement social et d'une crise généralisée des institutions —, alors le thème de l'autogestion, qui est bien pour moi le thème du mouvement social, est le thème non révolutionnaire par excellence. C'est le thème libéral, libertaire, oppositionnel — celui qui parle le moins de l'Etat. Faire la révolution, au contraire, c'est prendre le pouvoir d'Etat.

**TS : Refuser de penser en termes d'Etat, n'est-ce pas renoncer à penser en termes d'action politique ?**

**A.T.** : L'Etat, ce n'est pas la même chose que la

classe dirigeante. Aucun marxiste important n'a d'ailleurs jamais fait la confusion...

Quand vous dites : « *une action qui ne vise pas l'Etat, est une action qui ne vise pas la totalité* », vous avez raison. Mais c'est le propre des actions de classes de ne pas viser la totalité. Et c'est, il est vrai, leur faiblesse, qui renvoie à la question la plus profonde qu'on puisse probablement poser à un sociologue ou à un historien : les mouvements de classes (classes dirigeantes ou classes dirigées) n'ont-ils pas toujours trouvé leur expression historique qu'en étroite association avec ce qui était le contraire d'eux-mêmes ? Robespierre ne construit la révolution qu'en la détruisant par la Terreur ; le nouveau pouvoir d'Etat soviétique, issu du mouvement social qui a renversé l'ancien pouvoir d'Etat, bouffe littéralement son père — d'où le totalitarisme ; nos pays libéraux du 19<sup>e</sup> siècle se construisent en exportant dans le reste du monde des systèmes d'esclavage et des guerres coloniales...

Il est vrai qu'il n'est pas de sociétés qui soient purement des sociétés, ni d'Etat qui soient purement des Etats. L'Etat et la société sont comme l'eau et le feu. Mais la réalité de l'histoire, ce sont toujours des mixtes. On n'échappe pas à la contradiction.

**Propos recueillis  
par Claude DESLHIAT  
et Léo GOLDBERG**